

Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie sur la création d'une place de marché commune aux zones GRTgaz Sud et TIGF au 1er avril 2015.

Réponse d'EDF

13 mars 2014

A titre liminaire, EDF souhaite insister à nouveau sur le caractère prioritaire de la fusion des zones Nord et Sud de GRTgaz. Comme déjà développé en juin 2012 dans la réponse d'EDF à la consultation de la CRE relative à l'évolution des places de marché gaz en France, le rapprochement des zones GRTgaz Sud et TIGF est souhaitable et possible mais ne doit pas se faire au détriment de la fusion Nord-Sud. En particulier dans le contexte actuel de forte tension de prix sur les marchés du gaz dans le sud de la France générée principalement par les transferts de GNL de l'Europe vers l'Asie, la fusion des zones TIGF et GRTgaz Sud ne doit pas être un facteur aggravant en facilitant notamment des exportations additionnelles vers l'Espagne à partir d'achats sur les marchés de gros en zone Sud. Aussi la fusion des zones TIGF et GRTgaz Sud au 1^{er} avril 2015 ne devrait être mise en œuvre que si une solution a été mise en place à la même échéance pour traiter la situation actuelle de fortes tensions dans le sud de la France. EDF insiste donc sur la nécessité de traiter ces deux sujets de façon concomitante.

Par ailleurs, EDF constate que les modalités de création du PEG commun aux zones GRTgaz Sud et TIGF présentées dans cette consultation publique ont en commun le fait de maintenir deux zones d'équilibrage. Comme déjà indiqué lors de précédentes consultations, EDF aurait souhaité que la création de ce PEG commun soit accompagnée d'une véritable fusion des zones d'équilibrage.

Question 1 : Avez-vous des remarques sur les règles de gestion du PEG proposées par les GRT ?

EDF est satisfaite des règles de gestion du PEG proposées par les GRT.

Question 2 : Etes-vous favorable à la mise en œuvre de la variante 1 proposée par les GRT pour la création du PEG commun aux zones GRTgaz Sud et TIGF ?

EDF n'est pas favorable à la mise en œuvre de la variante 1 proposée par les GRT.

En introduisant un « *déséquilibre de programmation* », cette variante crée un niveau de complexité qui n'est pas acceptable pour les expéditeurs. Elle les expose également à un risque financier supplémentaire. En effet, le service de *netting* n'étant proposé que pour les déséquilibres de consommation, la variante 1 ne permet pas le foisonnement des déséquilibres de programmation et de consommation. Ainsi, la variante 1 expose un expéditeur à une double pénalité dans la mesure où ce dernier peut être long sur une zone et court sur l'autre alors même qu'il est équilibré au global.

EDF considère donc que la mise en œuvre de la variante 1 serait de nature à remettre en cause l'intérêt même d'une fusion des zones GRTgaz Sud et TIGF.

Question 3 : Etes-vous favorable à la mise en œuvre de la variante 2 proposée par les GRT pour la création du PEG commun aux zones GRTgaz Sud et TIGF ?

Compte tenu de l'hypothèse du maintien de deux zones d'équilibrages, EDF est favorable à la mise en œuvre de la variante 2. En effet, EDF considère que cette solution a le mérite de la simplicité et qu'elle est adaptée aux besoins des expéditeurs.

Question 4 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant la clé de répartition spécifique à chaque expéditeur pour répartir les déséquilibres journaliers entre les deux zones de consommation dans la variante 2 ? Si ce n'est pas le cas, avez-vous d'autres propositions ?

En premier lieu EDF estime que cette question devrait être transparente pour les expéditeurs (qui s'acquitteraient de leur déséquilibre global auprès d'un GRT) et qu'elle devrait être traitée uniquement par les GRT par une répartition appropriée des pénalités de déséquilibre.

Si la solution mentionnée ci-dessus de répartition uniquement entre les GRT n'était pas retenue, EDF est favorable à une clé de répartition spécifique à chaque expéditeur pour répartir de manière proportionnée les déséquilibres journaliers entre les deux zones de consommation. En effet, les déséquilibres subis par les expéditeurs sont proportionnels à la taille du portefeuille de clients de chaque expéditeur. La différence de taille entre les zones TIGF et GRTgaz justifient également cette clé de répartition.

Question 5 : Jugez-vous utile de demander aux expéditeurs de faire des nominations aux points notionnels de consommation dans la variante 2 ?

EDF n'est pas convaincue de l'utilité des nominations des expéditeurs aux points notionnels de consommation puisque dans la variante 2 les GRT (i) n'utiliseront pas « *les nominations des*

expéditeurs sur les points notionnels de consommation pour calculer le flux physique entre les zones TIGF et GRTgaz Sud » mais (ii) s'appuieront sur « les nominations des expéditeurs aux points d'interconnexions et leurs propres prévisions de consommation dans leur zone respective » afin d'assurer l'équilibre physique du réseau. Cette remarque peut d'ailleurs être étendue à l'ensemble des zones en France. Toutefois, EDF ne s'opposerait pas à poursuivre les nominations sur les points notionnels si les GRT en exprimaient le besoin.

Question 6 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant la gestion des restrictions de capacité à l'interface entre les zones GRTgaz Sud et TIGF ? Si ce n'est pas le cas, avez-vous d'autres propositions ?

EDF considère qu'il appartient aux GRT d'optimiser la gestion de leurs maintenances par une coordination appropriée. A ce stade, EDF souhaite que les GRT définissent en commun un mécanisme transparent de gestion de ces restrictions qui fera ensuite l'objet d'une présentation dans le cadre de la Concertation Gaz.

Question 7 : Avez-vous d'autres remarques ?

EDF souhaiterait réitérer son soutien au maintien du SEJ et des tolérances optionnelles, y compris au-delà de 2015. En effet, EDF considère que ce service est de nature à apporter de la flexibilité aux expéditeurs notamment dans les situations où les possibilités de foisonnement des déséquilibres sont limitées.

Afin de répercuter la réalité des coûts (aucune source de gaz n'étant présente en zone TIGF) et comme cela a été fait lors des dernières évolutions tarifaires, la disparition du terme tarifaire Sud/TIGF doit être accompagnée, a minima, d'une augmentation correspondante du terme de sortie vers l'Espagne. En effet, au vu des tensions de prix actuelles en zone Sud, il est primordial que la fusion des zones Sud de GRTgaz et TIGF ne conduise pas à des exportations additionnelles vers l'Espagne de nature à aggraver ces tensions. Des réflexions sur la commercialisation des capacités France/Espagne ainsi que sur les produits proposés pourrait également s'avérer nécessaire.

ooOoo